

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, distingués invités,

Je remercie le Président des mots trop élogieux qu'il a eus à mon endroit. Au moment où il présentait les invités à la table d'honneur, je me suis soudain passé la réflexion - c'est d'ailleurs vraiment une "première" - qu'il devrait plutôt présenter l'auditoire. Quand j'ai regardé autour de moi et en bas de l'estrade - enfin quand il m'était encore possible de voir, avant que ces projecteurs ne m'aveuglent - j'ai pu voir non seulement beaucoup de mes vieux amis, mais également de nombreuses personnalités, dont surtout l'honorable Roland Mitchener et son épouse. C'est un grand honneur pour moi, Monsieur, de vous compter parmi nous aujourd'hui alors que je m'apprête à parler de notre politique étrangère.

Il y a un bon moment que j'attends cette occasion. Je ne savais pas que la tradition était si fortement ancrée, mais je voulais venir de toute façon. La seule chose qui me surprenne vraiment, c'est le style et l'apparence modernes et futuristes de ce lutrin; mais encore là, l'objet se marie très bien avec le sujet dont j'ai choisi de vous entretenir aujourd'hui et qui, dans un sens, pourrait être coiffé du titre de l'avenir de notre politique extérieure.

On me dit que j'ai été précédé d'une semaine par un distingué membre de mon service, M. Ken Taylor. À mon avis, l'invitation que vous lui avez lancée est survenue à un moment particulièrement opportun, en raison des événements des derniers jours qui, combinés à bien d'autres facteurs, ont vraiment projeté la politique extérieure à l'avant-scène.

Comme vous le savez, nous avons épaulé les États-Unis pendant cette période difficile. Je rends hommage au gouvernement précédent, et en particulier à M. Taylor, pour la façon dont ils ont aidé les États-Unis à Téhéran. Tout au long de cette épreuve, nous avons appuyé à fond la politique des États-Unis, la règle du droit international et les préceptes gouvernant la société civilisée.

Nous sommes profondément reconnaissants et heureux que ces 444 jours de captivité aient pris fin, que les otages aient été libérés, et que cette épisode au moins de la crise soit aujourd'hui chose du passé. Nous entendons d'ici un an ou deux rétablir dans l'ensemble nos relations normales avec l'Iran, mais ce n'est pas là l'une de nos priorités. À l'instar d'autres pays occidentaux, nous allons sous peu lever les sanctions que nous avons imposées